



**MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE,  
DE LA JEUNESSE  
ET DES SPORTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

unicef  pour chaque enfant

**CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT**

**ENTRE**

**LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

**ET**

**UNICEF FRANCE**

**Le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports,  
représenté par le Ministre  
110, rue de Grenelle - 75007 Paris,**

**Et**

**UNICEF France  
représentée par Jean-Marie DRU, Président d'UNICEF France  
3 rue Duguay Trouin - 75282 Paris Cedex 06**

**vu le code de l'éducation, notamment l'article 111-1,**

**PRÉAMBULE**

Considérant que le 7 août 1990, la France a ratifié la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE), adoptée à l'unanimité en 1989 par l'Assemblée générale des Nations unies, et s'engage ainsi à protéger les droits, y compris dans leur dimension éducative, de tous les enfants de son territoire, de même qu'à promouvoir la CIDE ;

Considérant que la France et l'UNICEF inscrivent leur action dans la dynamique impulsée par les objectifs de développement durable (ODD) ;

Considérant que l'UNICEF tire son mandat de la CIDE et qu'en France, l'UNICEF a notamment pour mission de sensibiliser le jeune public aux droits et aux conditions de vie des enfants dans le monde ;

Considérant que le **ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports** et l'UNICEF entendent renforcer la sensibilisation aux droits de l'enfant et à la solidarité internationale conformément aux orientations définies par le ministère, notamment dans le cadre du socle commun de connaissances, de compétences et de culture ;

Considérant que la Convention internationale des droits de l'enfant met l'accent sur la participation des enfants et des jeunes et de la nécessité de les impliquer, tant de façon individuelle que collective ;

**Il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet de la convention**

Le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et l'UNICEF France réaffirment leur volonté commune de développer conjointement des actions visant à :

- promouvoir et renforcer l'éducation au développement durable, aux droits de l'enfant et à la solidarité internationale, par l'élaboration et la production de ressources pédagogiques et d'actions éducatives ;
- développer la participation et l'engagement des jeunes ;
- faire d'un environnement bienveillant et de confiance à l'école un droit pour tous les enfants.

La présente convention a pour objet de fixer les domaines de coopération et les engagements respectifs de chacun des signataires pour favoriser la pérennisation des actions déjà menées en milieu scolaire, et de développer de nouvelles actions.

### **Article 2 – Axes de coopération et engagements respectifs**

Le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et l'UNICEF France se donnent pour engagement, dans le domaine de l'éducation, de :

- diffuser le plus largement possible les principes de la CIDE ;
- renforcer la citoyenneté et la solidarité chez les enfants et les jeunes ;
- promouvoir la participation et l'engagement des jeunes ;
- participer à la promotion d'un environnement serein, favorable au bien-être de l'ensemble de la communauté éducative ;
- accompagner les enseignants et les acteurs de l'éducation dans leur mission de sensibilisation aux droits de l'enfant.

#### **2.1- Matériels et ressources pédagogiques**

Tous les documents pédagogiques proposés au sein de l'École le seront à titre gratuit, conformément au principe de gratuité de l'enseignement qui constitue un des socles du système éducatif français (loi du 16 juin 1881).

Le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports se charge de promouvoir par son réseau de communication et de diffusion, les documents pédagogiques et les campagnes de sensibilisation de l'UNICEF afin d'encourager des partenariats avec l'UNICEF France (information, diffusion de documents pédagogiques, co-construction de ressources pédagogiques).

Les partenaires se rapprochent pour étudier et développer la place des droits de l'enfant et les enjeux de la participation des enfants dans la formation des personnels de l'Éducation nationale.

#### **2.2- Activités pédagogiques**

Le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et l'UNICEF France s'engagent à développer les références et les outils pédagogiques accompagnant les programmes scolaires, les différents parcours éducatifs, dans les domaines des droits de l'enfant.

Des conventions pourront être conclues localement avec les académies le souhaitant, afin de décliner au mieux les dispositifs et ressources. Les activités relatives à la promotion des droits de l'enfant s'inscrivent dans le cadre du projet d'école ou du projet d'établissement et dans les actions menées dans les comités d'éducation à la santé, à la citoyenneté et à l'environnement (CESCE), les conseils de vie collégienne (CVC) et les conseils de vie lycéenne (CVL).

L'UNICEF France participe aux objectifs de l'école inclusive et a vocation à intervenir dans tout dispositif, notamment pour des temps et publics spécifiques (écoles ouvertes, éducation prioritaire). L'UNICEF France atteste que les intervenants bénévoles chargés d'actions éducatives et d'engagement ou volontaires en service civique ayant vocation à intervenir dans les classes en son nom, ont reçu une formation adaptée dans le cadre de leur mission d'éducation aux droits de l'enfant. Il peut être fait appel aux personnes inscrites dans la réserve citoyenne.

L'UNICEF France met à disposition un ensemble de ressources pédagogiques dans le but de soutenir le parcours citoyen de l'élève, de l'école élémentaire au lycée, et ainsi de renforcer l'apprentissage des valeurs de la République à l'école. De même, sont disponibles des documents pour les nouvelles activités périscolaires (NAP) et des temps d'activités périscolaires (TAP).

L'ensemble des outils pédagogiques développés par l'UNICEF France sont mis à disposition des équipes pédagogiques par le biais de la plateforme numérique [www.myunicef.fr](http://www.myunicef.fr).

Les partenaires s'engagent à mettre en œuvre, de façon commune, des actions visant à promouvoir la participation des élèves, à favoriser leur épanouissement et à développer leur engagement. Les programmes d'engagement de l'UNICEF France, « Clubs UNICEF » et « Jeunes ambassadeurs », peuvent être valorisés par l'Éducation nationale, par les rectorats, et par les équipes éducatives des établissements scolaires.

Les parties portent notamment une attention particulière à l'implication des personnels dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des droits de l'enfant, le 20 novembre de chaque année.

### **2.3- Mesures de responsabilisation**

À la demande des chefs d'établissement, dans le cadre de partenariats locaux, des comités territoriaux d'UNICEF France peuvent s'engager à prendre en charge l'exécution de mesures de responsabilisation prononcées, à l'issue d'une procédure disciplinaire, à l'encontre d'un ou plusieurs élèves pour un manquement au règlement intérieur. Cette mesure est effectuée, en dehors des heures d'enseignement, dans l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci. Elle fait l'objet d'un engagement formel entre le chef d'établissement, le ou les élèves concernés, les représentants de l'autorité parentale et les représentants d'UNICEF France.

Pour les mesures de responsabilisation réalisées à l'extérieur de l'établissement, une convention est signée conformément aux dispositions de l'article R. 511-13 du Code de l'éducation entre le chef d'établissement et le représentant du comité départemental d'UNICEF France. La mise en place d'une mesure de responsabilisation à l'extérieur de l'établissement fait l'objet d'un engagement formel entre le chef d'établissement, le ou les élèves concernés, le représentant légal si l'élève est mineur et le représentant du comité territorial d'UNICEF France.

### **2.4- La consultation nationale des 6-18 ans**

La consultation nationale des 6-18 ans, proposée par l'UNICEF France depuis 2013, permet à chaque enfant et adolescent d'exprimer son point de vue sur son quotidien et ses droits en répondant à un questionnaire.

Les établissements scolaires peuvent encourager les élèves à participer à cette consultation nationale, dans le cadre d'un projet d'établissement.

Dans les travaux de réflexion sur la méthodologie, d'analyse et de diffusion des résultats de chaque consultation nationale, le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports sera impliqué et consulté.

## **2.5- Réflexion commune et production de connaissances autour de thématiques éducatives liées aux droits de l'enfant**

L'UNICEF France est susceptible d'apporter son expertise aux travaux nationaux et internationaux entrepris par le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports sur les thématiques éducatives et des droits de l'enfant.

- Les partenaires s'engagent à échanger et à favoriser la production de connaissances sur la non scolarisation des enfants et des jeunes vulnérables en France ;
- Les partenaires s'engagent à échanger et à favoriser la production de connaissances sur les problématiques éducatives spécifiques aux outre-mer ;
- Les partenaires s'engagent à renforcer leur collaboration dans le cadre d'actions de coopération internationale sur des thématiques éducatives, ainsi que pour assurer la promotion de ces actions auprès des acteurs pertinents.

## **2.6- Ecoles amies des droits de l'enfant**

L'UNICEF France peut animer, à la demande des directeurs d'école ou des chefs d'établissement, le programme « École amie des droits de l'enfant », permettant d'apporter aux établissements et aux équipes pédagogiques un soutien dédié autour de trois axes :

- la connaissance des droits de l'enfant ;
- la participation des enfants et des jeunes ;
- le climat scolaire.

Le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports encourage les autorités académiques à se rapprocher de l'UNICEF France pour faciliter la participation des établissements scolaires à ce programme et à favoriser l'essaimage des « écoles amies des droits de l'enfant ».

## **Article 3 – Communication**

Le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et l'UNICEF France s'engagent à s'informer mutuellement des actions qu'ils mettent en œuvre dans le cadre de cette convention cadre.

Les logos des partenaires signataires sont portés sur l'ensemble des documents et des supports produits dans le cadre de ce partenariat.

## **Article 4 – Suivi et évaluation de la convention de partenariat**

Un rapport d'activité est établi par l'UNICEF France. Ce rapport est transmis, chaque année, au ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, avant le 31 juillet et fait l'objet d'une rencontre entre l'UNICEF et les services de la Direction générale de l'enseignement scolaire.

## **Article 5 – Durée, avenant et dénonciation de la convention**

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature et pour une durée de trois ans à compter de la rentrée scolaire suivant cette date.

Elle peut être modifiée par avenant à la demande d'un des signataires.

Avant la date d'échéance, la présente convention peut être dénoncée dans un délai minimal de trois mois par courrier recommandé avec accusé de réception.

La direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) est chargée du suivi de la présente convention.

Fait à Paris deux exemplaires, le

**07 MARS 2022**

Le ministre de l'Éducation nationale,  
de la Jeunesse et des Sports

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several sharp, connected loops and a long horizontal stroke at the end.

Jean-Michel BLANQUER

Le président d'UNICEF France

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'J' followed by 'ma' and a long horizontal stroke.

Jean-Marie DRU